

Evala 2025

Mobilisation enthousiaste en faveur du président du Conseil

Le ton des luttes traditionnelles Evala en pays kabyè a été donné, le samedi 19 juillet 2025, sur le terrain de l'école primaire publique de Kagnalada dans le canton de Pya (Kozah), en présence du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé.



PAGE 3

ÉCONOMIE



Inflation en recul

Le Togo récolte les fruits de sa gouvernance

Alors que les économies africaines tentent de contenir les secousses inflationnistes mondiales, le Togo semble marquer une pause salubre. En juin 2025, le pays enregistre un taux d'inflation de 1,9 %, en recul par rapport au mois précédent où il était encore à 2,2 %, selon l'Institut national de la statistique ...

PAGE 5

RECETTES FISCALES



Contrôle fiscal en marche

L'OTR met en branle le contrôle des TPU

Les routes togolaises seront le théâtre d'une opération d'envergure, à partir du vendredi 1er août 2025 : le contrôle du paiement de la Taxe professionnelle unique (TPU) par les transporteurs routiers. Une mission confiée à l'Office togolais des recettes (OTR), qui entend vérifier la régularité des contribuables ...

PAGE 5

POLITIQUE

Municipales 2025

Un scrutin salubre selon le Conseil de l'Entente

Le Togo tourne la page des premières élections municipales de la Vè République. ...

PAGE 9



55,02 % de mobilisation aux élections législatives

Premier sondage concret suite à la 5^{ème} République, victoire de la paix

Les premières élections municipales au Togo continuent de susciter de nombreux commentaires et autant d'analyses. Premier sondage concret de l'état d'esprit des Togolais après l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, les municipales de la semaine dernière et leurs premiers résultats sont scrutés ...

PAGE 4

DERNIERES HEURES

Vers la fin de la légalisation : le Bac II entre dans l'ère du duplicata

À compter du 1er janvier 2026, les relevés de notes et attestations du baccalauréat deuxième partie ne seront plus légalisables. C'est l'annonce faite par le ministère de l'Enseignement, dans un communiqué qui redessine les contours administratifs d'un document essentiel.

Désormais, pour toute procédure nécessitant ces pièces, les usagers devront solliciter des duplicatas auprès de la direction générale de l'Office du Baccalauréat. Une transition qui vise à optimiser la sécurisation des documents tout en réduisant la détention et l'usage de faux.

Le ministère précise que dans l'intervalle, les attestations et relevés continuent à être délivrés comme habituellement.

Cette réforme s'inscrit dans un contexte où le Bac connaît un regain de dynamisme. Le taux de réussite cette année atteint 72,63 % », contre « 46,71 % » en 2024.

Évènements de juin

« Dans un État de droit, l'ordre public doit être préservé »

Il y a quelques jours, le ministre Gilbert Bawara, très proche et fidèle collaborateur de longue date du président du Conseil Faure Gnassingbé, est revenu de façon assez documentée sur les derniers développements de l'actualité sociopolitique dans notre pays. C'était dans un entretien exclusif accordé au journal français Le Point.



PAGE 3

 SOMMAIRE	Dette de plus de 70% du PIB Le Togo a malgré tout une « forte capacité de dette », selon le FMI  P 4	Evala 2025 L'hospitalité comme créneau pour attirer les visiteurs  P 9	Coupe UFOA B 2025 Le point de la FTF avec les Eperviers U20  P 10
--	---	--	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

« Le FNFI me permet de m'affirmer dans ma localité en tant qu'acteur de développement », Kpérégou Mola-kami, bénéficiaire AJSEF

Nous sommes à broukou, localité située dans la préfecture de Doufelgou. Kpérégou Mola-kami fait partie du groupement feziré 2. Il y a quelques mois, ce groupement composé de 4 membres, tous réparateurs de formation, ont entrepris des démarches auprès de MEC-D, une institution de microfinance partenaire du FNFI dans la zone pour voir dans quelles mesures ils pouvaient avoir accès au financement pour s'installer à leur propre compte.

"L'agent de crédit qui s'occupait de nous nous a donné toutes les informations relatives aux différents produits du FNFI. Une fois toutes ces informations en notre possession, nous nous sommes rendus compte que nous étions éligibles au produit AJSEF et tout de suite nous avons commencé à remplir toutes les conditions exigées. Vu que le groupe solidaire était déjà constitué, il nous fallait simplement nous mettre en condition



Kpérégou Mola-kami

pour suivre une formation en création d'entreprises mais aussi et surtout en gestion de crédit. Nous étions entièrement disposés à suivre cette formation car cela entraînait dans notre avantage bien évidemment."

Kpérégou Mola-kami, content désormais d'avoir trouvé le bon chemin, suit avec beaucoup d'intérêt la formation et met en œuvre tous les conseils qu'il a reçus. Après ce parcours minutieux censé lui donner toutes les clés de réussite, il obtient enfin le crédit.

" J'ai pour un début obtenu un premier crédit de 200.000 FCFA car j'étais convaincu que cette somme me permettrait de mettre en œuvre mon projet. Je suis réparateur de DVD, de télévision et de radio. Le crédit reçu m'a permis de pouvoir acheter quelques outils de travail et de construire cet abri qui fait office d'atelier de réparation. J'ai mis toutes mes énergies dans mon activité, car je veux réussir dans la vie et je veux vivre avec les fruits de mon travail.

Et comme vous le voyez, je suis bien installé dans ma baraque et en plein cœur du marché. Ce qui fait que j'ai une grande visibilité et je suis le seul pratiquement dans les environs. Je dois avouer que ça marche plutôt bien. J'ai assez de clients surtout les jours de marché. Le FNFI me permet de m'affirmer dans ma localité en tant qu'acteur de développement, car toute activité contribue d'une certaine manière à la création de la richesse et au développement de l'économie".

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel





	Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper	Directeur de publication : Motchosso Kodolakina Secrétaire de rédaction : Edy Alley Responsable web: Carlos Amevor Comité de rédaction: Françoise Dasilva	Alexandre Wémima Edem Dadzie Luc Biova Rachid Zakari Responsable administrative, financière et commerciale: AMAH Essognim	Graphiste: Eros Dagoudi Imprimerie: Direct Print Distribution : TogoMatin Tirage : (2000 exemplaires)
---	--	---	---	--

Evala 2025
Mobilisation enthousiaste en faveur du président du Conseil

Le ton des luttes traditionnelles Evala en pays kabyè a été donné, le samedi 19 juillet 2025, sur le terrain de l'école primaire publique de Kagnalada dans le canton de Pya (Kozah), en présence du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé.

Les empoignades marquant l'ouverture officielle des luttes traditionnelles, édition 2025, ont mis aux prises les Evala de la coalition de Lao-bas et ceux de Lao-haut. Dans l'arène, les jeunes lutteurs ont offert des prestations agréables et spectaculaires à l'assistance dans une ambiance festive à l'allure carnavalesque. Épreuves physiques, endurance, technicité, audace sont les principales caractéristiques d'un jeune lutteur forgé pour faire face à l'adversaire. C'est avant tout des valeurs qui démontrent sa capacité et sa disponibilité pour relever les défis de la vie et pour défendre sa communauté et par ricochet la nation toute entière.

Les luttes traditionnelles Evala, rite initiatique annuel, marquent non seulement l'entrée des adolescents dans la vie adulte, mais aussi l'affirmation de l'identité culturelle et l'engagement des jeunes à perpétuer une tradition séculaire de bravoure et d'engagement communautaire. Au-delà du symbole initiatique, Évala demeure un moment fort de rassemblement, de transmission des valeurs ancestrales et de communion entre les peuples. Cette manifestation se déroule sur une semaine et



Faure Gnassingbé pour un meilleur contact avec la population

est agrémentée par diverses activités sociales, culturelles, économiques et éducatives dans plusieurs localités de la région. Elle offre ainsi une opportunité précieuse de mettre en lumière le patrimoine culturel local, de promouvoir le tourisme national et international, ainsi que de favoriser l'esprit d'entreprise chez les jeunes et les femmes. De Niamtougou où son avion a atterri, jusqu'à Pya, une foule immense a réservé, au président du Conseil, un accueil chaleureux ; une manière de lui témoigner son soutien indéfectible et son adhésion à sa politique de développement socioculturel. Faure Gnassingbé n'a pas pu s'empêcher d'exprimer sa reconnaissance pour cela.

« Je remercie les populations de la Kozah pour l'accueil particulièrement chaleureux qui m'a été réservé hier, à mon arrivée pour l'ouverture des luttes traditionnelles en pays kabyè. Votre mobilisation et votre enthousiasme sont une marque de confiance qui me touche profondément », a-t-

il écrit hier matin sur sa page Facebook. La présence du président du Conseil met en lumière l'importance qu'il accorde à la préservation du patrimoine culturel national et à la promotion du vivre-ensemble, dans un Togo résolument tourné vers la paix et le développement. « La présence chaque année du président aux Evala dans tous les cantons, nous motive à entretenir la flamme des rites initiatiques que nous ont légués nos grands-parents et à nous ressourcer. Je dis merci au président du Conseil », a déclaré Essowèdéou, un jeune lutteur.

Cette politique de promotion des richesses ancestrales a été louée par les lutteurs et leurs supporters, à travers des chants et danses pour exprimer leur gratitude au président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, pour sa vision affirmée de développement inclusif, de consolidation de la paix, de la cohésion sociale et de la concorde nationale.

Edem Dadzie

Elections municipales
Mobilisation remarquable des Togolais aux urnes

Alors que les élections municipales peinent à mobiliser les électeurs dans de nombreux pays africains, le Togo crée la surprise avec un taux de participation largement supérieur à la moyenne régionale.



Des électeurs cherchent leurs noms sur les listes électorales

Selon les statistiques officielles, 2 552 039 électeurs se sont rendus aux urnes sur un total de 4 637 998 inscrits, soit un taux de participation de 55,02 %. Un chiffre significatif qui contraste fortement avec la tendance observée dans la sous-région : 35% de participation en moyenne au Ghana et en Côte d'Ivoire, à peine 13% en Tunisie, et une baisse continue en Algérie.

Même à l'échelle mondiale, ce taux togolais reste élevé. En France, par exemple, les élections municipales de 2020 n'avaient rassemblé que 41,6% des électeurs, malgré un fort ancrage de la démocratie locale.

Cette participation de plus de la moitié des inscrits constitue un signal fort. Elle reflète une volonté populaire de s'impliquer dans la gestion des affaires locales et une adhésion croissante aux principes de la décentralisation. Du Nord au Sud du pays, les Togolais ont massivement répondu présents, traduisant un intérêt réel pour les enjeux municipaux.

Au-delà des chiffres, c'est la maturité démocratique d'un peuple qui s'exprime. Et dans un contexte régional souvent marqué par l'abstention, le Togo affirme avec clarté que la démocratie locale peut encore mobiliser.

La rédaction

Évènements de juin
« Dans un État de droit, l'ordre public doit être préservé »

Il y a quelques jours, le ministre Gilbert Bawara, très proche et fidèle collaborateur de longue date du président du Conseil Faure Gnassingbé, est revenu de façon assez documentée sur les derniers développements de l'actualité sociopolitique dans notre pays. C'était dans un entretien exclusif accordé au journal français Le Point.

Gilbert Bawara revient sur le contexte de ces malheureux événements de juin 2025. Il rappelle que face aux mots d'ordre lancés sur les réseaux sociaux par un groupuscule de cyberactivistes, de blogueurs et d'artistes de connivence avec quelques personnalités résidant en dehors du pays, appelant à la violence et incitant à s'en prendre aux forces de l'ordre ou à d'autres citoyens, cherchant à créer un climat de chaos généralisé pour parvenir à la déstabilisation du pays, la première réaction des autorités a été plutôt d'exhorter les concitoyens au civisme, à la retenue et à la responsabilité. « Mais face à la situation séditeuse, aux velléités insurrectionnelles et subversives qui se sont matérialisées par des tentatives d'attroupements et de guérilla, ponctuées d'actes de violence, de vandalisme ainsi

que des exactions dans quelques endroits de la capitale, il était du devoir et de la responsabilité des pouvoirs publics de faire respecter la loi, et d'engager toutes les actions pour rétablir et maintenir l'ordre public. L'objectif étant d'empêcher les destructions et les dégradations des biens privés ou des équipements publics, protéger la population contre les actes de violence, assurer le déroulement sans entraves des activités », a expliqué Gilbert Bawara. L'officiel togolais reconnaît que l'on ne peut nier qu'il y ait eu des situations déplorables. Mais il faut, selon lui, regarder les choses en face. Premièrement, fait-il observer, les instigateurs et les commanditaires de ces troubles ont eu recours de façon massive à la désinformation, à la manipulation d'images par intelligence artificielle et à l'importation de vidéos sur des événements et des situations qui ne se sont pas produits au Togo. « Certaines scènes datent de 2017 ou 2018, ou proviennent de situations qui ont eu lieu ailleurs. Il y a eu une opération de manipulation à grande échelle », affirme le dirigeant politique.

Le gouvernement affirme avoir identifié 5 corps durant cette période, et affirme que des enquêtes sont en cours pour clarifier la situation. « Quant aux deux autres décès évoqués par certains médias et des organisations de la société civile, il n'existe à ce jour aucun élément précis permettant de les confirmer : ni identité, ni localisation des corps, ni les familles des victimes. Si de telles informations existent ou des témoignages pouvant corroborer ces allégations, ils devraient être transmis aux autorités compétentes », déclare monsieur Bawara. Il a rappelé aussi que des procédures judiciaires visent les commanditaires identifiés, souvent via les réseaux sociaux. Des démarches d'entraide policière, judiciaire et diplomatique sont en cours partout à travers le monde selon le ministre, pour appréhender ces individus afin qu'ils répondent de leurs actes. Au niveau de l'Etat togolais, comment apprécie-t-on l'intervention des forces de sécurité ? « Les forces de sécurité n'ont pas agi dans des rues

vides ou contre des personnes pacifiques. Elles ont répondu à des attroupements violents, à des individus cherchant à bloquer les rues et empêcher toute activité, à des agressions. Les mots d'ordre étaient clairs : paralyser l'économie, créer le chaos », a indiqué Gilbert Bawara. « Dans un État de droit, l'ordre public doit être préservé. Le climat de paix et de sécurité dont le Togo jouit malgré un environnement sous régional marqué par la propagation inexorable du terrorisme et de l'extrémisme violent n'est pas un acquis irréversible. Nous devons donc veiller à préserver absolument cet acquis. Les pouvoirs publics agissent avec rigueur et fermeté, mais aussi avec discernement et responsabilité. Il faut que chacun respecte les règles de vie en société, et les règles du jeu démocratique », a poursuivi Gilbert Bawara. Monsieur Bawara est convaincu que l'on ne peut pas invoquer des frustrations pour justifier des troubles, les violences, les destructions et même l'intolérance et la haine. Il informe l'opinion que le président

du Conseil Faure Gnassingbé est pleinement attentif à tout ce que ses concitoyens expriment. Toutes les préoccupations et les idées nourrissent, selon lui, sa réflexion et l'aideront sûrement dans ses décisions et dans son action. « La campagne électorale pour les municipales bat son plein, dans un climat de sécurité et de sérénité. C'est le dernier scrutin avant 2030. C'est aussi un des effets bénéfiques de la réforme constitutionnelle opérée en 2024 : la rationalisation du calendrier électoral. Les cinq années qui viennent seront des années de chantiers », a promis Gilbert Bawara. Concernant la liberté d'expressions, le ministre rappelle qu'au Togo, « l'ouverture et l'écoute ont toujours été valorisées par les autorités. Il est possible de se parler, d'exprimer ses opinions et ses idées, et même de s'écouter de manière constructive et dans le respect mutuel, sans avoir besoin de se livrer à la violence et à l'intolérance, aux contestations violentes et aux troubles ».

55,02 % de mobilisation aux élections législatives
Premier sondage concret suite à la 5 ème République, victoire de la paix

Les premières élections municipales au Togo continuent de susciter de nombreux commentaires et autant d'analyses. Premier sondage concret de l'état d'esprit des Togolais après l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, les municipales de la semaine dernière et leurs premiers résultats sont scrutés à la loupe par chaque parti politique tentant d'en tirer les leçons, surtout dans la capitale Lomé qui reste une image réduite de l'ensemble du pays.

Ces premières tendances – non encore totalement confirmées – méritent en effet qu'on s'y arrête. La victoire du parti UNIR dans l'une des communes les plus imposantes et les convoitées dans la capitale, à savoir Golfe 4, est évidente, claire et incontestable, et elle est à mettre au crédit de toute une machine qui s'est démenée pour nouer une alliance choc et nécessaire à son succès et pour organiser des meetings destinés à mobiliser la base. Le parti qui confirme sa percée dans les fiefs de l'opposition peut s'estimer satisfait avec ses 12 Conseillers. Il a réussi un pari peu aisé. Mais, il est bon de s'arrêter sur certaines réalités : la coalition ANC n'a pas du tout démerité dans cette commune et a



pu obtenir 11 conseillers sur 23. Une situation qui est loin de constituer une majorité confortable pour le parti UNIR. Ce qui permet d'envisager "une cohabitation des braves" entre deux importantes formations politiques du pays au sein de ce Conseil. Au-delà des leçons de ces résultats encore embryonnaires des municipales, leur taux de participation constitue une autre source d'analyse importante. Dans un

contexte très proche de l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution marquant la cinquième République, les 55,02 % de participation signalés par la Commission électorale nationale indépendante (CENI) restent un indice représentatif de la maturité togolaise. Une belle surprise sortie de la Cinquième République fraîchement instaurée par le Togo avec une mobilisation pour les municipales supérieure à la moyenne régionale.

A titre d'exemple : la participation moyenne au Ghana et en Côte d'Ivoire tutoie les 35 %. Même en France, les municipales de 2020 n'avaient totalisé que 41,6 % des électeurs, malgré un fort ancrage de la démocratie locale. Reste donc le point fort à noter en ce qui concerne la tenue de ces municipales : la paix, le calme, la sérénité qui ont marqué le déroulement de ces élections malgré

les récentes agitations politiques en juin et qui ont donné l'occasion à certains de jouer les cassandres et de croire qu'ils pouvaient empêcher la tenue de ces municipales. Ni les principales forces de l'opposition, ni les citoyens togolais...n'ont manifesté aucune attention aux appels à troubler l'ordre et la quiétude. Heureusement ! La volonté de gâcher cette belle confrontation électorale – la toute première de la nouvelle République – n'a fait finalement que faire place au souhait des Togolais de préserver la paix, au désir de toute la classe politique du pays de partir d'un bon pied, engagé et motivé pour expérimenter une démocratie parlementaire, dont la réussite a en bonne partie pour socle, les résultats de ces élections municipales.

Au finish, l'on peut applaudir pour cette victoire de la paix et de la stabilité comprise comme la maturité du peuple souverain qui n'a pas fait que voter mais qui envoie ainsi un signal fort : la victoire de la paix est réelle.

Dieudonné Korolakina

Dette de plus de 70% du PIB
Le Togo a malgré tout une « forte capacité de dette », selon le FMI

Alors que le Fonds monétaire international (FMI) s'apprête à conduire une mission d'évaluation approfondie de la gouvernance au Togo en août 2025, l'institution financière a reclassé le Togo parmi les pays à « forte capacité de dette », saluant sa croissance stable et ses progrès en matière de gestion publique.

Les pays ayant une forte capacité de dette sont des pays dont les économies où l'endettement, qu'il soit public ou privé, est élevé, mais qui parviennent à gérer cette dette grâce à leur capacité de croissance, à des taux d'intérêt faibles, ou à des investissements jugés porteurs à long terme. La soutenabilité de la dette est alors la clé, c'est-à-dire la capacité de l'économie à faire face à ses obligations de remboursement.

En effet, avec une dette

publique évaluée à 72,1% du PIB en 2024 – alors que le seuil en vigueur dans l'espace Uemoa est de 70% – et une forte exposition aux marchés à court terme, le Togo a de nombreux défis à relever sur le plan économique. C'est la raison pour laquelle le FMI a appelé les autorités togolaises à renforcer les recettes fiscales et la transparence pour consolider ces avancées.

Le gouvernement fait appel au FMI

Des experts du FMI sont attendus en août 2025 à Lomé, dans le cadre d'une mission d'évaluation de l'économie togolaise. Sollicitée par les autorités togolaises, cette démarche vise à diagnostiquer l'environnement

institutionnel du pays dans l'optique d'améliorer le climat des affaires, la transparence publique et l'efficacité de l'action étatique.

(FEC), approuvé en mars 2024 par le Fonds.

Elle portera sur plusieurs piliers fondamentaux de la gouvernance, notamment

Ce travail servira de base pour identifier les priorités de réforme, combler les écarts par rapport aux standards internationaux, et asseoir



Cette mission sera classée dans le cadre des engagements du pays envers le programme de Facilité élargie de crédit

la lutte contre la corruption, la transparence budgétaire, la gestion des finances publiques, ainsi que le cadre juridique des affaires.

des fondations solides pour une gouvernance plus vertueuse.

Affo-Djèlè Alarba

Contrôle fiscal en marche L’OTR met en branle le contrôle des TPU

Les routes togolaises seront le théâtre d’une opération d’envergure, à partir du vendredi 1er août 2025 : le contrôle du paiement de la Taxe professionnelle unique (TPU) par les transporteurs routiers. Une mission confiée à l’Office togolais des recettes (OTR), qui entend vérifier la régularité des contribuables concernés sur l’ensemble du territoire.



Le but est de faire respecter le devoir fiscal dans un secteur souvent échappant aux radars. Des agents de l’administration fiscale seront donc « déployés sur les principaux axes routiers » pour inspecter les véhicules et s’assurer que la TPU, pour le deuxième trimestre 2025, a bien été acquittée.

La TPU, faut-il le rappeler, repose sur une base forfaitaire trimestrielle. Elle est calculée sur une estimation du chiffre

d’affaires par catégorie de véhicule, selon une grille précise prenant en compte le type d’activité, la capacité et le tonnage des véhicules. Une méthode pensée pour garantir l’équité fiscale entre tous les acteurs du transport. Dans une note officielle,

l’OTR souligne que « la période de recouvrement de la TPU est toujours en cours », exhortant ainsi les professionnels du secteur à régulariser leur situation. L’administration veut désormais passer de la sensibilisation à l’action.

Sur les routes du Togo, l’heure est au contrôle. Et pour les transporteurs, il est encore temps d’éviter les mauvaises surprises en se mettant à jour.

Edy Alley

Financement

Le Togo invite le FMI pour une mission

En août prochain, Lomé ouvrira ses portes à une mission singulière du Fonds monétaire international. À la demande expresse des autorités togolaises, le pays s’apprête à vivre un examen en profondeur de ses dispositifs de gouvernance. Une démarche volontaire, inédite en Afrique de l’Ouest francophone, et hautement stratégique.

Baptisé Governance Diagnostic Assessment (GDA), ce diagnostic s’attaque à un chantier sensible : corruption, transparence budgétaire, gestion des finances publiques et environnement réglementaire. Le Togo veut désormais « définir les priorités de réforme et évaluer les écarts par rapport aux meilleures pratiques internationales », selon le rapport publié par le FMI début juillet.

La manœuvre s’inscrit dans le cadre du programme FEC (Facilité élargie de crédit), validé en mars 2024, et s’ancre dans une volonté manifeste d’améliorer l’attractivité du pays. Car pour le gouvernement, cette initiative est aussi « un levier d’attractivité économique », surtout dans des secteurs porteurs comme la logistique, l’énergie ou l’agriculture.

Mais l’enjeu est plus profond : regagner la confiance. La confiance des citoyens, ébranlée par des années

d’opacité, la confiance des investisseurs, qui attendent clarté et stabilité. Et celle des partenaires techniques et financiers, qui scrutent la sincérité des réformes. Le diagnostic du FMI portera sur plusieurs points à fort enjeu : le cadre des marchés publics, le régime de déclaration de patrimoine

développement durable. Le Togo semble en avoir pris la mesure.

Récemment, le pays a progressé sur l’indice CPIA, qui mesure la qualité des politiques publiques. Résultat : il a été reclassé parmi les pays à forte capacité d’endettement.



des hauts responsables, la transparence sur les bénéficiaires effectifs des contrats publics, ou encore l’indépendance des mécanismes de contrôle et de sanction. Autant de piliers souvent fragiles dans les pays en développement. Le FMI n’en fait pas mystère : améliorer la qualité de la dépense publique est central pour la soutenabilité des finances publiques. Autrement dit, sans bonne gouvernance, point de

Une reconnaissance qui traduit un effort structurel, mais aussi une pression supplémentaire, celle de maintenir le cap.

Les conclusions du diagnostic, attendues d’ici fin 2025, seront rendues publiques. Elles devraient donner lieu à un plan d’action conjoint, avec des séquences de mise en œuvre graduelles et un suivi régulier.

Edy Alley

Inflation en recul

Le Togo récolte les fruits de sa gouvernance

Alors que les économies africaines tentent de contenir les secousses inflationnistes mondiales, le Togo semble marquer une pause salutaire. En juin 2025, le pays enregistre un taux d’inflation de 1,9 %, en recul par rapport au mois précédent où il était encore à 2,2 %, selon l’Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (Inseed). Une nouvelle qui, pour de nombreux Togolais, signifie un « allègement du panier de la ménagère ».

Cette accalmie résulte d’une stratégie ciblée, notamment dans deux secteurs clefs. Il s’agit tout d’abord, du transport. Le recul de 2,4 % dans ce domaine s’explique par les mesures de réduction des prix de vente au détail

des produits pétroliers et des tarifs des transports interurbains. Des décisions



Dans un marché du Togo

qui, selon les autorités, visent à « soutenir davantage le pouvoir

d’achat des populations ». Ensuite, le secteur « Loisir et culture », avec

une baisse de 4,8 %, vient renforcer cette tendance à la modération des

prix. Mais la plus grande surprise vient des produits alimentaires de base. Les prix des légumes chutent de 11,2 %, ceux des céréales de 9,9 %. Deux postes essentiels pour les familles togolaises.

Derrière cette amélioration, un acteur : le secteur agricole ; et surtout une volonté politique. Le gouvernement a lancé des mesures fortes : subventions d’engrais, octroi des crédits intrants, appui à l’aménagement des zones de production agricole et à l’irrigation, mécanisation. Autant de leviers actionnés pour stabiliser l’offre et garantir l’accessibilité des denrées.

L’avenir semble prometteur. Avec la mise en œuvre du Programme de modernisation de l’agriculture au Togo (ProMAT), et un appui financier déjà acté de 300 millions de dollars de la Banque mondiale, le pays veut transformer son potentiel agricole en moteur économique durable.

En somme, le repli de l’inflation n’est pas seulement un indicateur économique : c’est une bouffée d’air pour des millions de foyers. Reste à espérer que cette embellie soit plus qu’une parenthèse.

La Rédaction

Togo

Tableau économique et administratif

Ces dernières années, le Togo s'évertue à stabiliser sa croissance économique, avec des taux annuels généralement positifs. C'est le fruit des réformes économiques et des investissements dans des secteurs clés tels que l'agriculture, le commerce, l'industrie manufacturière et les services. Les résultats enregistrés au niveau local et régional confortent l'économie du pays dans ses projections économiques.

Les avancées économiques constatées au Togo sont nombreuses. Elles sont engendrées par des initiatives ambitieuses sans cesse prises par le gouvernement. Le pays a l'ambition d'être un hub logistique de référence dans la sous-région.

Un hub logistique et investissements féminins

Pour parvenir à cet objectif, des investissements sont réalisés dans les infrastructures, notamment la construction de routes, la modernisation du Port autonome de Lomé et de l'aéroport international Gnassingbé Eyadema, les installations énergétiques... En ce qui concerne les réformes économiques et institutionnelles, le Togo est maître dans la sous-région, même en Afrique toute entière. Les dirigeants ont entrepris plusieurs réformes visant à améliorer le climat des affaires, à renforcer la gouvernance et à promouvoir la transparence. Elles créent un environnement favorable aux investissements et à la croissance.

L'économie est de plus diversifiée avec la promotion des secteurs du tourisme, des technologies de l'information et de la communication (TIC), de l'industrie manufacturière, de l'entrepreneuriat des femmes, etc. Justement,

point sur la gent féminine. Outre les infrastructures, le Togo a réalisé du progrès en matière de droits et d'investissement. Il se place donc au sommet des pays réformateurs en Afrique. En effet, selon le rapport Women, Business and Law 2024 de la Banque mondiale, le Togo a un

la modernisation de son administration publique, un processus accéléré au cours de cette décennie pour mieux satisfaire les usagers qui sont par ailleurs les contribuables. Le gouvernement est engagé pour une meilleure relation avec les administrés à travers

président du Conseil Faure Gnassingbé donne vie à des réformes ambitieuses à forte capacité de transformation.

Entre autres mesures, l'intégration des technologies numériques pour des pratiques de gouvernance plus

CFA. Ils sont structurés comme suit : 120 milliards de francs CFA pour le Projet de développement inclusif grâce à l'accès à l'électricité (IDEA), 13,8 milliards de francs pour le Projet de cohésion sociale des régions nord du Golfe de Guinée (Coso) et 45 milliards



Casef Togo

score global de 97,5 sur 100. C'est le score le plus élevé parmi les économies africaines. Un score qui met le Togo à la 1ère place sur le continent et à la 19e place au monde dans ses efforts pour éliminer les obstacles juridiques et réglementaires à l'emploi et à l'entrepreneuriat des femmes.

Le Togo est crédité de scores parfaits (100 sur 100) dans la quasi-totalité des indicateurs mesurés comme la mobilité, le lieu de travail, le salaire, le mariage, l'entrepreneuriat, les actifs et la pension. Les droits des femmes et leur participation à la vie publique sont forts.

PMAPDS : modernisation de l'administration publique

Le Togo s'est lancé dans

des services publics accessibles et de qualité. Le pays fait des avancées vers l'efficacité et la

modernes et au goût des citoyens. En juillet 2024, la Banque mondiale a signé avec le Togo des

pour le Programme de renforcement du secteur public pour la prestation des services (PMAPDS) qui



Portail de l'administration publique

transparence dans la gestion des affaires. Sur la voie de la modernisation de l'administration, le

accords de financement évalués à 298 millions de dollars, l'équivalent de 180 milliards de francs

nous intéresse.

Il est destiné à l'amélioration de la gestion



des ressources humaines et des finances publiques. Le PMAPDS se focalise sur la modernisation de l'administration publique, la digitalisation de la collecte des recettes fiscales et l'augmentation des paiements numériques. Il intervient dans un contexte où l'Office togolais des recettes (OTR) cartonne en matière de mobilisation de recettes. Par exemple, au premier trimestre 2024, le gendarme de la fiscalité a collecté 207 milliards de francs CFA de recettes fiscales. Une performance en hausse de 17 % par rapport aux 176,8 milliards de francs obtenus en 2023 à la même période.

La digitalisation de la demande du casier judiciaire

En février 2023, donc moins de deux ans après la digitalisation de la demande du casier judiciaire, environ 350 000 bulletins avaient déjà été délivrés, soit une hausse de 600 %. La moyenne annuelle était de 50 000 bulletins délivrés avant la réforme. Maintenant, le duplicata du certificat de nationalité s'obtient aisément dans les mairies pour ceux et celles qui sont éloignés du centre principal de délivrance situé dans la ville ; les bureaux de l'administration fonctionnent avec de la connexion haut débit qui les relie ; les demandes de plusieurs documents administratifs sont faisables en ligne sur le portail numérique des services publics... Une nette amélioration est perceptible.

FDR 2020-2025 : pour dynamiser la création d'emplois

Le deuxième axe de la Feuille de route gouvernementale (FDR 2020-2025) s'intitule « dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie ». Elle met l'accent sur l'importance de stimuler la croissance économique et de s'assurer que les opportunités d'emploi ne manquent pas pour la population. Le Togo a commencé depuis des années par encourager la création et le développement d'entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME).

Le gouvernement leur fournit un soutien financier, technique et réglementaire. Durant toute l'année 2023, le Centre de formalités des entreprises (CFE) a enregistré la création de plus de 15 000 nouvelles entreprises, contre plus de 13 800 en 2022. La loi de finances, exercice 2024, qui a été adoptée par les députés le 22 décembre 2023, s'équilibre en ressources et en charges à 2 179,1 milliards de francs CFA. Première fois de l'histoire du Togo, ce budget dépasse la barre des 2 000 milliards de francs. Comparé à 2023, le budget 2024 connaît une augmentation de 10,3 %. Pour une bonne poursuite de l'exécution de la Feuille de route gouvernementale, l'Assemblée nationale a donné quitus au gouvernement de percevoir les impôts

directs et indirects, les droits, les taxes et les redevances au profit de l'État, des collectivités territoriales et des autres organismes publics ; effectuer tous les tirages d'emprunts destinés au financement des investissements ; mobiliser les dons-projets et les dons-programmes. Mais aussi, procéder, sur les marchés monétaire et financier, à toutes les opérations requises pour

joignant l'acte à la parole, le gouvernement crée des emplois dans les secteurs prioritaires, développe des compétences et de la formation professionnelle, facilite l'accès au financement, promeut l'innovation et la recherche. L'année promet.

Umoa-Titres : la posture du Togo

Se développer nécessite de gros investissements. Des investissements croissants et constants. Les plans du Togo sont clairs et précis à cet effet. Aucune économie n'est faite lorsqu'il s'agit du bien-être de la population. Le positionnement sur le marché des titres publics de l'Umoa est aussi un des moyens employés par le pays pour sortir tout le monde de la pauvreté. À chaque sortie, le Togo arrive à tirer son épingle du jeu.

Le pays bénéficie de la participation au marché, car il facilite la levée de fonds pour le gouvernement en lui permettant d'émettre

favorise la croissance économique à long terme. Le 24 mai 2024, le Togo a achevé une nouvelle sortie sur le marché des titres publics. À la recherche de 35 milliards de francs CFA, il a finalement réussi à obtenir 38,5 milliards. Les ressources levées, apprend-on, serviront à couvrir les besoins de financement du budget du Togo, gestion 2024, équilibré en ressources et en charges à 2 179 milliards de francs.

Umoa-Titres est une agence spécialisée de l'Union monétaire ouest-africaine (Umoa) qui gère les opérations liées aux titres publics émis par les États membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). Les titres publics sont des titres de créance qui viennent répondre à un besoin de trésorerie de la part de l'État. En effet, le marché des titres publics est l'unique marché régional, par adjudication, exclusivement dédié au financement des États membres de l'Uemoa.



la gestion de la trésorerie de l'État.

Le montant exact pour l'axe 2 de la Feuille de route est à plus de 419 milliards de francs CFA « dynamiser la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie », comme le dit l'intitulé. « En 2024, des crédits de 669,2 milliards de francs CFA sont consacrés aux secteurs sociaux, soit 48 % des allocations budgétaires », a expliqué le ministère de l'Économie. Ainsi qu'il le fait souvent en

des titres publics sur les marchés financiers régionaux. Ces fonds sont ensuite utilisés pour financer des projets de développement dans les secteurs des infrastructures, de l'éducation, de la santé, de la logistique, etc.

À travers ce financement alternatif, Umoa-Titres renforce la stabilité financière du Togo, stimule l'activité sur les marchés des capitaux régionaux, encourage l'investissement privé et

Les émetteurs souverains sollicitent, à travers des procédures adaptées, l'émission de titres publics souscrits par des acteurs spécifiques pour leur compte propre ou pour celui de tiers. Le marché est donc composé des émetteurs, des spécialistes en valeurs du Trésor, des intermédiaires de marché et des autres investisseurs comme les particuliers, les entreprises et les organisations.

Attipoe Edem Kodjo

MANNE QUOTIDIENNE: UN VOISIN PEU FIABLE

Un charbonnier exerçait son commerce dans sa propre maison. Un jour, il rencontra un ami qui était un peu plus riche, et le pria de venir vivre avec lui, disant qu'ils partageraient les frais. Cet ami blanchisseur répondit: «C'est un accord qui m'est impossible, car nos métiers ne sont pas compatibles. Tout que je blanchirai, vous noirciriez immédiatement avec votre charbon».

L'amitié qui existait entre Abimélec et Isaac était semblable à celle du charbonnier et du blanchisseur. Isaac était un fils de promesse, tandis qu'Abimélec était un Philistin incirconcis. Abimélec semblait être un bon voisin au début, lorsqu'il a réprimandé Isaac pour avoir craint de présenter Rébecca comme son épouse. Il usa de son autorité royale et ordonna aux Philistins de s'abstenir de faire du mal à Isaac et à sa femme. Cependant, la prospérité croissante d'Isaac a suscité l'envie des habitants. Les Philistins envieux craignaient qu'un étranger ne devienne un colon et qu'il acquière des droits de propriété. Abimélec demanda à Isaac de quitter son pays, car il devenait très puissant pour eux. La réaction des Philistins illustre la nature charnelle et corrompue de l'homme déchu qui s'attriste lorsque les autres prospèrent. Comme Abimélec, le pécheur peut prétendre être bon au début, mais lorsque ses intérêts égoïstes sont en jeu, il révélera sa vraie nature. Le seul élément éprouvé qui puisse changer la nature pécheresse du charbonnier est le sang de Jésus: il rend plus blanc que toute autre chose. Pourquoi ne pas donner votre cœur à Jésus aujourd'hui ?

Pensée du jour:
L'envie et la méchanceté caractérisent la nature de l'homme charnel.

La bible en UN AN
Nombres 31-32.

Pensée du jour

Ne pense toujours pas à ce que tu dois faire dans la vie mais plutôt à ce que tu dois être. Ceci te poussera à faire ton devoir pour devenir ce que tu veux être.

Blague du jour

Si tu entends quelqu'un chanter au Wc ou joue la music, c'est parce que la porte n'a pas de crochet. Il veut juste signaler sa présence

En Afrique, nous n'avons pas besoin de caméras de vidéo surveillance, les voisins suffisent. Si vous pensez que je mens, amenez votre go à la maison lorsque votre femme n'est pas là et c'est ce jour là que vous allez voir des vérités de la technologie africaine

Elle a pris mon téléphone et s'est mis à regarder mes contacts whatsapp. Sans beaucoup tarder, elle m'a remis le téléphone et trois minutes après, elle me demande: C'est qui Sarah? Sans bcp réfléchir, je lui répond que c'est la femme d'Abraham.

Débats

Tu es dans une maison qui a pris feu et tu as la possibilité de faire sortir une seule chose.
parmir celles-ci il y a:
1-Ton bébé de 2 mois
2-Ton argent: 500.000.000.000 fcfa
3-Ta femme
4-Ta mère
5-Ta Bible
6-Ton père
7-Tes diplomes (CEP, BEPC,PROBA,BAC,LIECENCE,MASTER,DOCTOR AT).
Selon vous qui lisez maintenant que choisirez-vous ?

Un Couple Très Amoureux Decide De Mourir Ensemble. Il Se Rend Sur Le Toit D'un Immeuble Et Décide De Compter Jusqu'à 10 Avant De Sauter Dans Le Vide. Arrivé à 10 La Femme Saute Mais L'homme Son Mari Ne Saute Pas. Du Haut Il Observe Et Voit Sa Femme Descendre Avec Un Parachute. A Ton Avis Qui A Trahit Son Compagnon ? Envoie Cela A 5 Ami(e)s Pour Voir leur reponse j'atends ma reponse.

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d’Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d’Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Olympio Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Avé Maria, Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DENYIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédzranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCE; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCE; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com
Larry Event Day (LED)
Une agence évènementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHE: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marché RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919
COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC.
Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN: Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2è ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)
Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80
HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»
Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

Municipales 2025

Un scrutin salubre selon le Conseil de l’Entente

Le Togo tourne la page des premières élections municipales de la Vè République. Ce 17 juillet, les Togolais ont voté dans le calme. Un scrutin paisible, observé de près par la mission du Conseil de l’Entente, qui n’a pas manqué de saluer « un environnement calme, sécurisé et apaisé ».

Conduite par le Professeur Katiénéfooua Adama Ouattara, la mission électorale déployée à Lomé et dans la région Maritime a témoigné d’un processus rigoureux, malgré un contexte politique nouveau, marqué par l’entrée en vigueur de la Ve République et une réforme territoriale renforçant le rôle des communes. Le Togo tenait ses deuxièmes élections municipales depuis



la communalisation intégrale. Durant son séjour, la délégation a échangé avec l’ensemble des parties prenantes : administration, Céli, Cour suprême, Fosem 2025, Céli. L’objectif est de s’assurer de la régularité du scrutin. Sur le terrain, dans

120 bureaux de vote observés, « les électeurs ont voté dans la discipline, la sérénité et le calme », témoigne le rapport. Quelques retards à l’ouverture ont été relevés. Mais rien qui ne vienne ternir une organisation « globalement satisfaisante ». Le matériel

était présent, les agents électoraux professionnels, les délégués des partis bien visibles, et les opérations déroulées avec méthode, de l’ouverture au dépouillement. La mission a aussi mis en lumière « la réduction de moitié du montant de la caution exigée », la simplification des démarches administratives, et un accès équitable aux médias. Autant de mesures favorisant une élection inclusive, accompagnées d’une campagne apaisée et d’un dispositif sécuritaire efficace : 12 000 agents mobilisés. Autre point fort salué : le Cadre permanent de concertation (CPC), vecteur

d’un consensus politique inédit dans la sous-région. Un modèle à promouvoir.

Le Conseil de l’Entente recommande néanmoins de « renforcer les moyens de la Céli », d’« encourager la participation féminine » et de « privilégier les voies légales de recours ». Dans sa déclaration finale, la mission affirme que « le scrutin, pour ce qu’a pu être observé, a été sincère et transparent ». Un message poignant, couronné par une phrase simple et lourde de sens : « Merci au peuple togolais pour la sérénité et la responsabilité dont il a fait preuve tout au long du processus électoral ».

La Rédaction

Evala 2025

L’hospitalité comme créneau pour attirer les visiteurs

À la veille des traditionnelles luttas Evala, prévues pour s’ouvrir ce samedi 19 juillet, le gouvernement togolais joue une carte stratégique : celle de l’accueil. Conscient de l’attractivité culturelle et économique de cet événement en pays Kabyè, il entend faire des professionnels de l’hôtellerie et de la restauration de véritables ambassadeurs du tourisme national.



Les acteurs de l’hôtellerie et de la restauration

Mardi dernier à Kara, un atelier de formation s’est tenu sous l’égide du ministère du Tourisme. À l’initiative de la Direction de la réglementation et du contrôle des établissements hôteliers, ce rendez-vous a rassemblé "le préfet de la Kozah, des autorités locales,

les responsables d’hôtels et de restaurants, ainsi que les acteurs du secteur touristique de la région."

L’objectif affiché est de renforcer les capacités des professionnels du secteur sur les bonnes pratiques en matière de qualité d’accueil,

d’hygiène, de gestion et de gouvernance. Le Togo veut offrir plus qu’un spectacle traditionnel : une expérience complète, humaine et moderne. Pour Bakayota Koffi Kpaye, directeur de cabinet du ministre du Tourisme, « la qualité du service touristique est un facteur essentiel de fidélisation des visiteurs ». Une évidence qui devient un levier d’action.

Les participants ont ainsi été outillés sur les normes réglementaires, la gestion administrative et financière, mais aussi sur l’importance de la digitalisation des services touristiques.

À travers cette initiative, le pays réaffirme son ambition : faire du Togo une destination touristique compétitive, accueillante et durable. Un pari d’excellence, dans la ferveur des Evala.

La Rédaction

Bac 2025

Nette croissance du taux de réussite estimée à 72,63 %

La session 2025 du baccalauréat deuxième partie (Bac II) entre dans l’histoire avec un taux de réussite national de 72,63 %, un bond saisissant comparé aux 46,71 % de 2024. Un chiffre qui parle et célèbre "les efforts conjoints du gouvernement, de la communauté éducative et des familles togolaises".

cet examen décisif dans le parcours scolaire des jeunes. Autre motif d’espoir : la participation féminine. Les filles représentent 43,30 % des candidats, soit 43 435 inscrites, contre 56 868 garçons. Ce rééquilibrage progressif confirme une



Un établissement scolaire lors de la proclamation des résultats

Cette performance ne vient pas seule. Le nombre de candidats a explosé : 100 303 inscrits, soit 29 642 de plus qu’en 2024, une augmentation de 29,55 %. Ce regain d’intérêt pour ce précieux sésame illustre l’intérêt croissant porté à

dynamique continue en faveur de la scolarisation des jeunes filles.

Avec cette édition 2025, le BAC togolais retrouve ainsi des couleurs.

La Rédaction

Éducation à la citoyenneté mondiale

L’Unesco lance un nouveau prix

Le Togo emboîte le pas à une initiative de portée internationale. À travers un appel lancé depuis Lomé, le Ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche convie ONG, établissements, jeunes leaders et institutions à participer à la première édition du Prix Unesco pour l’Éducation à la citoyenneté mondiale (ECM).

Ce prix prestigieux met à l’honneur les actions éducatives formelles ou non formelles qui éveillent les consciences et préparent

la jeunesse à devenir des citoyens responsables, ouverts sur le monde et engagés. Deux distinctions seront décernées : l’une à une organisation dirigée par des jeunes, l’autre à une personne, une ONG ou une institution œuvrant activement dans ce domaine.

La date limite d’envoi des candidatures à la Commission nationale est fixée au 17 août

2025. Les dossiers peuvent être soumis en français ou en anglais.

Toutes les informations pratiques sont disponibles sur la plateforme dédiée : <https://unesco.sharepoint.com/sites/committees/GCED> Une opportunité unique de faire rayonner l’engagement éducatif à l’échelle mondiale.

La Rédaction



Chan 2024

Aklesso Gnama pour faire résonner le sifflet togolais

La Confédération africaine de football (CAF) a publié, le 19 juillet 2025, la liste officielle des arbitres sélectionnés pour officier le Championnat d'Afrique des Nations (Chan 2024). Parmi eux, figure le Togolais Aklesso Gnama.

L'arbitre togolais est parmi les 26 arbitres centraux désignés. Arbitre international depuis 2019, Aklesso Gnama s'est illustré ces dernières années à travers plusieurs compétitions majeures, aussi bien au niveau national qu'international. Sa rigueur, son autorité sur le terrain et sa maîtrise des règles en font aujourd'hui l'un des meilleurs arbitres togolais.

Aux côtés du Togolais Gnama, des officiels venus de pays réputés pour la qualité de



Aklesso Gnama

leur encadrement arbitral, tels que le Maroc, l'Algérie, le Sénégal ou encore l'Afrique du Sud, seront mobilisés pour garantir le bon déroulement de cette compétition exclusivement réservée aux

joueurs évoluant dans les championnats locaux. Au total, 70 officiels ont été sélectionnés, dont 26 arbitres centraux, 26 arbitres assistants et 18 arbitres assistants vidéo

(VAR), représentant plus de 30 associations membres de la CAF à travers le continent. Cette liste illustre l'engagement constant de la CAF à élever les standards de l'arbitrage, en associant arbitres expérimentés et jeunes talents prometteurs. Elle reflète également la volonté d'inclusion, avec plusieurs arbitres féminines retenues pour cette prestigieuse compétition.

Parmi elles, Bouchra Karboubi (Maroc) et Shamirah Nabadda (Ouganda) figurent en tête de liste des arbitres centrales, tandis que Diana Chikotesha (Zambie) et Atezambong Fomo Carine (Cameroun) font leur retour en tant qu'assistantes chevronnées. Côté VAR, on retrouve des

noms de référence tels que Mahmoud Ashour (Égypte), Samir Guezzaz (Maroc) et Ghorbal Mustapha (Algérie), témoignant de l'attention portée par la CAF à l'appui technologique de haut niveau durant la compétition.

La désignation de Gnama Akléso confirme la progression du corps arbitral togolais à l'échelle internationale et témoigne des efforts continus de la Fédération togolaise de football (FTF) en matière de formation et de promotion des arbitres. Le Championnat d'Afrique des nations CAF TotalEnergies (Chan) 2024, se déroulera du 2 au 30 août 2025 au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda.

Luc Biova

Coupe UFOA B 2025

Le point de la FTF avec les Eperviers U20

Après leur élimination au premier tour de la 32^{ème} édition de la Coupe de l'UFOA B Ghana 2025, les Eperviers juniors ont regagné Lomé samedi 19 juillet 2025 en fin d'après-midi. À leur arrivée au siège de la Fédération togolaise de football (FTF), ils ont été accueillis par le Directeur technique national (DTN) et le secrétaire général de la fédération.



Les Eperviers U20 au siège de FTF

Chef de la délégation durant le séjour au Ghana, le directeur technique national adjoint, Bawa Adamou a dressé un bref bilan de la participation du Togo à la compétition. Il a saisi l'occasion pour remercier la FTF et le ministère des Sports pour les efforts consentis afin de garantir le déplacement et la participation de l'équipe nationale à ce tournoi de la zone UFOA B. Également présent lors de cette rencontre, le directeur technique national, Dodzi Eklou-Siabi, a prodigué de sages conseils aux joueurs, soulignant que malgré l'élimination, le groupe a révélé quelques individualités prometteuses qui méritent un suivi particulier.

Au nom du président de la FTF, le secrétaire général, Hervé Tété Agbodan, a félicité l'ensemble de la délégation pour son engagement. Il a encouragé les joueurs et le staff à tirer les leçons de cette élimination afin de mieux préparer les prochaines échéances et atteindre les résultats escomptés.

Le Togo a terminé à la 3^{ème} place de son groupe avec trois points, enregistrant deux défaites face au Niger et à la Côte d'Ivoire, puis une victoire face au Burkina Faso. La prochaine grande échéance est prévue pour l'année prochaine, avec les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations U20.

Luc Biova avec ftftogo.com

CAN Féminine

Un carré d'as, quatre vibrations 2025

Douze au départ, elles ne sont plus que quatre. La phase de groupes a trié, les quarts ont serré le jeu, et il ne reste que l'élite. Le dernier carré de la CAN féminine CAF TotalEnergies Maroc 2024 offre ce que le continent a de plus tranchant : le Maroc face au Ghana et l'Afrique contre le Nigeria.

Un pays hôte porté par une ferveur populaire rare, une génération ghanéenne en mission, des tenantes du titre accrochées mais toujours debout, et l'ogre historique au palmarès du plus capé. Demain mardi 22 juillet, place à deux demi-finales à très haute intensité : Maroc - Ghana sur la pelouse du Stade Olympique de Rabat, Afrique du Sud - Nigeria dans le chaudron du stade Larbi Zaouli de Casablanca.

Maroc vs Ghana : ambition en tête, bataille sur le terrain

Il y a trois ans, le Maroc s'était invité en finale à domicile, réveillant l'orgueil du football féminin local. En 2025, les Lionnes de l'Atlas ont grandi. Plus solides, plus sereines. Dans un Stade Olympique qui affiche complet à chaque sortie, les joueuses de Jorge Vilda ont dégagé une impression de maturité nouvelle. En quarts, le Mali n'a pas pesé lourd : victoire 3-1, avec un doublé d'Ibtissam Jraïdi : « Cette équipe sait souffrir et frapper au bon moment. Il y a une alchimie, une âme », glissait Vilda après la rencontre. Cependant, c'est un tout autre défi qui attend le Maroc. Car en face, le Ghana

n'a pas cédé une once d'intensité depuis le début du tournoi. Les Black Queens, portées par leur gardienne Cynthia Konlan - héroïne de la séance de tirs au but face à l'Algérie (0-0, 4-2 tab) - sont en mission. Kim Björkegren, le sélectionneur suédois, le martèle depuis plusieurs mois : « Cette équipe a trop longtemps été sous-estimée. On veut renverser la table. » Statistiquement, le Maroc possède l'une des meilleures attaques du tournoi (10 buts en quatre matchs) tandis que le Ghana affiche la meilleure défense (deux buts encaissés). Difficile de dégager un favori, tant les forces semblent équilibrées. L'atout public pourrait faire pencher la balance. Mais dans les vestiaires ghanéens, on ne s'en soucie guère : « Jouer contre le pays hôte, c'est une excitation. Pas une pression », sourit Kusi.

Afrique du Sud vs Nigeria : finale avant l'heure

C'est un classique. Un de ces duels gravés dans le marbre de la CAN Féminine CAF TotalEnergies. Le Nigeria a impressionné par sa rigueur. Trois victoires en poules, 4 buts marqués, aucun encaissé, puis une démonstration en quart contre la Zambie (5-0). Dans un collectif huilé, la latérale Michelle Alozie et la milieu Rasheedat Ajibade brillent par leur volume de jeu, tandis qu'Esther Okoronkwo, meilleure passeuse avec 3 offrandes s'affirme de plus en plus dans la compétition.

En face, Desiree Ellis continue d'infuser sa méthode. L'Afrique du Sud a souffert, mais elle est là. Accrochée par la Tanzanie (1-1) lors de son deuxième match, elle a battu le Sénégal aux tirs au but (0-0, 4-1 tab) en quart, portée par une grande Andile Dlamini dans les cages. Mais le tableau n'est pas aussi pâle qu'il n'y paraît. Jermaine Seoposenwe, Hildah Magaia, et Lebogang Ramalepe peuvent changer le match à tout instant. Le jeu de possession, parfois stérile en phase de poules, s'est affûté. Et le groupe semble revivre ses émotions de 2022. « Il y a une flamme, une mémoire collective. On sait ce que représente ce match. On sait ce qu'il faut pour battre le Nigeria », martèle Ellis. Côté chiffres, le Nigeria est en tête de presque tous les indicateurs : meilleure attaque (neuf buts), meilleure défense (zéro but encaissé), mais la dernière confrontation entre les deux équipes, en Coupe d'Afrique des Nations féminine CAF TotalEnergies s'était soldée par une victoire sud-africaine 2-1.

Le dernier carré de cette CAN féminine 2024 résume tout ce que le football africain a de plus prometteur. Le Maroc rêve de sa première étoile. Le Ghana veut retrouver son lustre. L'Afrique du Sud vise le doublé. Le Nigeria veut rappeler à tous qu'il reste le patron.

Luc Biova avec cafonline.com

Burkina Faso/Elections

La Junte enterre la Ceni jugée asujettie aux influences étrangères

Au Burkina Faso, le gouvernement de transition, dirigé par le capitaine Ibrahim Traoré, a adopté ce 16 juillet un projet de loi visant à dissoudre la Commission électorale nationale indépendante (CENI), pilier du processus démocratique burkinabè depuis plus de deux décennies. Motif invoqué : un « coût budgétaire trop élevé » et une structure « incompatible » avec la charte de la transition. En réalité, cette décision illustre surtout un recentrage politique assumé de la junte, qui s'éloigne chaque jour un peu plus des promesses initiales de retour à l'ordre constitutionnel.

Créée en 1998 et opérationnelle depuis 2001, la CENI avait accompagné toutes les étapes de la démocratisation post-révolutionnaire du Burkina Faso. Composée de représentants des partis politiques et de la société civile, elle incarnait, avec ses imperfections, une tentative de neutralité électorale dans un paysage politique souvent tendu. Mais en une phrase, le ministre de l'Administration territoriale, Émile Zerbo, a scellé son sort : la CENI est

devenue « budgétivore » et sujette aux « influences étrangères ».

L'argument financier — 500 millions de FCFA par an, soit environ 760 000 euros — peut sembler recevable en période de crise sécuritaire et budgétaire. Mais dans un pays qui consacre des milliards à l'effort de guerre contre les groupes djihadistes, difficile de croire que la CENI constituait une urgence budgétaire. Le message est ailleurs : le régime veut garder la main sur tout ce qui touche à l'organisation du pouvoir, élections comprises.

Initialement, la junte au pouvoir depuis le coup d'État de septembre 2022 s'était engagée à organiser des élections en juillet 2024. Mais ce calendrier a été balayé lors des assises nationales de mai dernier, qui ont prolongé la transition de cinq années supplémentaires. Résultat : le capitaine Ibrahim Traoré



Ibrahim Traoré

pourra rester à la tête de l'État jusqu'en 2029, tout en se réservant la possibilité de se porter candidat aux élections prévues à la fin de cette période. Entre-temps, le contrôle de l'ensemble du processus électoral passe désormais sous l'égide du ministère de l'Administration territoriale.

Ce transfert de compétences, acté dans le projet de loi sur la

dissolution de la CENI, marque une rupture majeure avec le principe d'indépendance électorale. Et soulève une inquiétude légitime : comment garantir la transparence d'un futur scrutin organisé et supervisé directement par l'exécutif en place, lui-même juge et partie ?

Depuis son arrivée au pouvoir, Ibrahim Traoré fait de la souveraineté

le cœur de son discours politique. Une souveraineté souvent entendue comme rupture avec les anciennes pratiques, les influences étrangères et les institutions héritées de l'ordre constitutionnel libéral. En supprimant la CENI, c'est bien cette logique de « recentrage » autoritaire qui s'affirme : moins de contre-pouvoirs, moins d'intermédiation, et plus de verticalité.

Mais cette dynamique pose une question de fond : quelle transition le Burkina Faso construit-il réellement ? Une transition vers quoi ? Vers un système plus souverain, peut-être. Mais aussi, et surtout, vers un système plus fermé, où les garde-fous démocratiques sont progressivement démantelés, et où le pouvoir militaire s'installe dans la durée, avec des institutions reconfigurées à son image.

T.M.

RDC/Conflit

Un accord de cessez-le-feu signé entre le M23 et le gouvernement à Doha

C'est une étape jugée cruciale dans la quête de paix à l'Est de la République démocratique du Congo. Après trois mois de pourparlers menés dans la discrétion au Qatar, les autorités congolaises et les représentants du Mouvement du 23 mars (M23) ont signé ce samedi un accord de cessez-le-feu permanent. Un engagement solennel à mettre fin aux combats qui déchirent l'Est du pays depuis des années.

La déclaration de principe, paraphée à Doha, prévoit l'arrêt des hostilités, la reprise prochaine de négociations en vue d'un accord de paix global, ainsi qu'une feuille de route pour le rétablissement progressif de l'autorité de l'État congolais dans les zones occupées. Les parties se sont engagées à



entamer ces discussions « au plus tard le 8 août 2025 », et à mettre en œuvre les premières mesures concrètes avant la fin juillet. Soutenu par Kigali, le M23

s'était lancé en début d'année dans une offensive éclair, s'emparant de territoires stratégiques dans les provinces minières de l'Est, face à une armée

congolaise débordée. La signature de cet accord survient après celui conclu en juin dernier entre Kinshasa et le Rwanda à Washington, qui sert désormais de cadre de référence pour la paix dans la région.

Le gouvernement congolais, par la voix de son porte-parole Patrick Muyaya, s'est félicité d'un texte qui « respecte les lignes rouges fixées », notamment le retrait des forces du M23 et le redéploiement des institutions nationales. Washington, par la voix de son envoyé spécial Massad Boulos, a salué une clause centrale : celle du rétablissement total de

l'autorité de l'État. L'Union africaine, l'Union européenne, ainsi que la Monusco ont exprimé leur satisfaction, tout en appelant à une mise en œuvre rapide et sincère des engagements. Kigali, de son côté, affirme rester « déterminé à soutenir une paix durable dans la région des Grands Lacs ».

Mais sur le terrain, les doutes persistent. Des milliers de morts, une crise humanitaire aiguë, et de précédents accords restés lettre morte rappellent combien le chemin vers la paix véritable reste semé d'embûches.

T.M.





PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ATTRICTION
— TOGO —

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise



FRENCH CERT
ISO CERTIFIED





www.pia-togo.com

PRÊT SCOLAIRE
LA RENTRÉE SCOLAIRE
SANS STRESS
DISPONIBLE EN 24H

JUSQU'À 5 MOIS DE SALAIRE

TAUX 0%

1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2025

REMBOURSABLE SUR **12 MOIS** REMBOURSABLE SUR

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

